



**PRÉFÈTE
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 03/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GROUPE BACACIER

61 AVENUE DU STADE
63200 Riom

Références : 20260203-RAP-63-0071-InspIEDBACACIER
Code AIOT : 0003202855

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement GROUPE BACACIER implanté 61 AVENUE DU STADE 63200 Riom. L'inspection a été annoncée le 09/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre de l'instruction du réexamen IED qui est en cours. Il s'agit d'un document imposé par la réglementation européenne permettant de vérifier la mise en oeuvre des procédés de gestion des effets chroniques du site selon les meilleurs techniques reconnues. Ce dossier doit aboutir en novembre 2026 sur la mise à jour des dispositions opposables au site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE BACACIER
- 61 AVENUE DU STADE 63200 Riom
- Code AIOT : 0003202855
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine BACACIER est située sur l'ancien site IMPERIAL TABACO de Riom dont la cession totale et définitive a été prononcée le 28 septembre 2018.

Elle exerce les activités exercées auparavant sur plusieurs sites dans les secteurs d'Aigueperse et de l'agglomération clermontoise (fabrication de produits métalliques (profilés ou tubes) pour les bâtiments).

La surface du site est de 220 000 m² dont 157 600 m² imperméabilisés.

Ce site est soumis à autorisation d'exploitation pour la fabrication de mousse en polyisocyanurate.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Dossier reexamen IED	Lettre du 10/03/2025	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Emissions diffuses - Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 2.2.2 et 2.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Valeurs limites pour les émissions canalisées	Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 5.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31,35,37-5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Dispositifs de rétention	Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 6.1.3	Sans objet
8	Organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 6.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est actuellement en développement. Son autorisation a été délivrée en 2022 et la mise en production s'est avérée moins importante que ce qui avait été envisagé. Une seule des deux lignes a été construite et elle fonctionne uniquement en journée.

Également, un dossier de modification avait été déposé en 2024 (projet Kingspan Isulation) mais les

installations, bien que mises en place, ne seront plus utilisées.

De plus, certains produits ou stockages, prévus en 2022 ne sont pas identiques aux installations réellement mises en œuvre.

L'exploitant doit clarifier la situation à l'administration. Il est ainsi prévu la réalisation d'un arrêté préfectoral complémentaire en 2026. Ce document viendra également acter le réexamen IED et clarifier les nouvelles normes opposables.

Des éléments sont attendus pour compléter le dossier de reexamen, en particulier en ce qui concerne la caractérisation des émissions de COV (type de COV, flux, émissions canalisées, diffuses...) ainsi que le calendrier de mise en place d'un système de traitement par oxydation (RTO). En effet, un tel traitement est indispensable sur la partie "moussage" qui ne respecte pas les valeurs limites imposées en concentration (actuelles et futures).

En outre, l'inspection a permis de contrôler les stockages de produits chimiques et a identifié des pistes d'amélioration (fiches de données de sécurité et étiquettes).

Enfin, elle a permis de constater les suites données à un exercice POI ayant eu lieu sur le site en 2024 avec la présence de l'inspection et du SDIS. L'exploitant a mis en place des actions permettant de mieux être alerté, se former et réagir à un éventuel évènement sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de classement
Prescription contrôlée : "Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes: - 3410-h - fabrication de mousse de polyuréthane - 30 t/j (A) - 2661-1b - transformation de mousse de polyuréthane (procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression) - 30 t/j (E) - 2661-2a - transformation de mousse de polyuréthane (procédés mécaniques) - 30 t/j (E) - 2560 - travail mécanique des métaux - 1446 kW (E) - 2940-2a - application de colle par procédés autres que le trempé - 324 kg/j (A) - 4130-2 - catalyseurs - 9,6 tonnes (D) - 2925 - ateliers de charge d'accumulateurs électriques - 450 kW (D)" "Récépissé de déclaration: 2910 A 2 du 13/12/2018 - 6,7 MW (DC)"
Constats : La visite a permis de constater les activités réellement mises en place par rapport à l'arrêté de 2022 et suites aux échanges de 2024 concernant un nouvel atelier (Kingspan Isulation). Sur des deux lignes de production prévues dans le dossier d'autorisation, seule une a été implantée (représentant un maximum de production de 15 t/j). Cette dernière a été mise en production en 2025 et ne fonctionne pas encore à son maximum de capacité (environ 8,5 tonnes par jour). Les additifs et catalyseurs utilisés n'ont pas des caractéristiques identiques à celles identifiées dans le projet initial: toxicité aiguë par inhalation supprimée mais produits dangereux pour l'environnement aquatique. De même le pentane initialement prévu (dangereux pour l'environnement aquatique) a été remplacé par du cyclopentane (liquide inflammable classé 4331).

<p>La visite a permis de confirmer que la chaudière déclarée en 2018 n'était plus en activité (plus d'utilisation de gaz naturel sur site).</p> <p>La nouvelle ligne Kingspan, ayant fait l'objet d'échanges avec l'administration en 2024, a été mise définitivement à l'arrêt. Les installations et certains stocks de matières premières (pentane, catalyseur) et de produits finis (environ 71 tonnes) sont toujours présents sur le site.</p> <p>Enfin, les stocks de matières premières (local cuves de diisocyanate et polyol) ne sont pas mis en place à l'emplacement prévu dans le dossier d'autorisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>l'état des produits et matériels liés à l'installation arrêtée (Kingspan Insulation) et leur planning d'évacuation,</u> - <u>l'état actuel de l'installation suite aux divers changements réalisés.</u> Cela peut être présenté dans le cadre des compléments demandés sur le dossier de réexamen. L'exploitant <u>justifiera les modifications de classement</u> du site par rapport aux rubriques ICPE mentionnées dans les précédents dossiers transmis à l'administration. Il <u>évaluera l'impact de ces modifications sur la gestion des risques accidentels et chroniques</u> évalués dans son dossier d'autorisation initial.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Dossier reexamen IED

<p>Référence réglementaire : Lettre du 10/03/2025</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, IED</p>
<p>Prescription contrôlée : Demande de compléments du dossier de réexamen du 31 janvier 2024 (lettre du 15 mars 2025).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été rappelé l'importance de fournir les compléments demandés dans le courrier du 10 mars 2025.</p> <p>En effet, sans connaissance de certaines hypothèses comme l'inventaire des émissions canalisées et diffuses (fugitives et non fugitives), leur composition et les flux maximum associés, les valeurs limites imposées et les contraintes de surveillance seront par défaut les plus contraignantes.</p> <p>Parmi les sujets importants à justifier, il est notamment identifié:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nécessité de caractériser les émissions en COV CMR. En effet certains catalyseurs sont classés CMR1 ou 2. Cette présence influe sur les valeurs limites opposables et sur les fréquences de surveillance, - déterminer la liste des polluants et paramètres pertinents à surveiller (issus des matières premières et de la réaction mise en œuvre): il est nécessaire de se positionner sur la liste des paramètres du point 3.2.2.IV de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024. Il est notamment attendu un positionnement vis-à-vis des PFAS, du HF et des COV spécifiques, - de comparer le fonctionnement du site aux MTD du BREF CWW en complément du BREF WGC. Le BREF POL doit également être considéré. Sur cet aspect, l'exploitant a indiqué que cette dernière comparaison avait été réalisée lors du dossier d'autorisation: cette partie pourra donc être reprise, moyennant les mises à jour concernant le fonctionnement effectif du site, - de déposer un rapport de base,

<p>- d'identifier les modalités de gestion du fonctionnement de l'installation dans des conditions OTNOC (autres que normales, donc liées à un dysfonctionnement de l'installation).</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant a indiqué avoir réalisé en janvier des campagnes de mesurage des émissions comportant des analyses de différents composés (COV CMR, PFAS...) et entrer dans la réalisation d'un rapport de base.</p> <p>L'inspection a transmis divers guides ministériels, validés ou en cours de validation, pouvant aider à la constitution de ces compléments.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra fournir une nouvelle version du dossier de réexamen. Cette version comportera les réponses et justifications aux points soulevés dans le présent rapport et dans le courrier du 10 mars 2025.</p> <p>Le nouveau dossier <u>sera expurgé des éléments concernant la ligne Kingspan Isulation</u>, qui est définitivement arrêté. Elle comprendra <u>les hypothèses d'un fonctionnement optimal de la ligne mise en service chez Bacacier Energie</u> (15 t/heure). Concernant les MTD non mises en œuvre actuellement, l'exploitant indiquera les modalités de réalisation et les délais associés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Emissions diffuses - Plan de gestion des solvants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 2.2.2 et 2.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" Pour les émissions diffuses : Le flux annuel d'émissions diffuses de COVNM ne dépasse pas 2 % de consommation annuelle de solvant et ne dépasse pas 3,2 tonnes par an. "</p> <p>"L'exploitant tient à jour un Plan de Gestion des Solvants. L'émission annuelle cible (émissions diffuses et émissions canalisées) est égale à 23,5 tonnes et 9 grammes par mètre-carré de panneaux avec polyuréthane produit sur le site. "</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que ce plan de gestion des solvants allait être établi pour fin mars, avec l'aide de la société SOCOTEC, pour l'année 2025.</p> <p>Il n'a pas été réalisé les autres années puisque la ligne n'était pas en fonctionnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le plan de gestion des solvants 2025. Ce dernier devra permettre de contrôler le respect des différentes valeurs limites rappelées dans la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Valeurs limites pour les émissions canalisées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 2.2.2</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

" Pour les émissions canalisées :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Conduit n°1 (machine de moussage)

COV - 110 mg/Nm³ - 3 kg/h - 72 kg/j- 19 t/an

Conduit n° 2 (table de découpe de panneaux)

Poussières - 10 mg/Nm³ - 0,1 kg/h - 2,4 kg/j - 0,64 t/an

COV - 20 mg/Nm³ - 0,2 kg/h - 4,8 kg/j - 1,3 t/an "

Constats :

L'exploitant a réalisé deux contrôles en 2025. Les résultats obtenus sont les suivants:

- Rapport de mesure APAVE 2025 (8 juillet 2025 - panneaux de 80 mm)

machine de moussage: 237 mg/Nm³ en COVT - 1.3 kg/h

table de découpe de panneaux: 13.4 mg/Nm³ en COVT et 0.057 kg/h

poussières 0.2 mg/Nm³ - 0.00065 kg/h

- Rapport APAVE (octobre 2025 - panneaux les plus épais: 150mm)

machine de moussage: 327,3 mg/Nm³ en COVT - 1.73 kg/h

table de découpe de panneaux: 20.6 mg/Nm³ en COVT et 0.097 kg/h

poussières 0.17 mg/Nm³ - 0.00077 kg/h

Un dépassement de la valeur limite imposée en COV est observée de manière importante sur l'émissaire principal (machine de moussage) et de manière plus faible sur une des campagnes sur la table de découpe de panneaux.

De plus, l'exploitant avait prévu dans son dossier d'autorisation la mise en place d'un système de traitement des émissions atmosphériques si ces dernières ne respectaient pas les valeurs de concentration réglementaires. Cette situation est confirmée par les mesures de 2025, bien que les flux émis soient plus faibles que ceux autorisés dans l'arrêté (puisque la production est bien plus faible que prévu). Ainsi, l'exploitant a indiqué que le fonctionnement global de la ligne aurait engendré 1,28 t de COV canalisés en 2025, ce qui est bien inférieur aux 19 tonnes autorisées dans l'arrêté préfectoral.

D'autre part, l'inspection s'interroge sur le respect des concentrations liées à des COV spécifiques, non réglementées par l'arrêté préfectoral mais à minima par l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Ce dernier impose dans son article 27-7:

"COV annexe III ou H341/351: pour un flux supérieur à 100 g/h , valeur limite opposable de 20 mg/Nm³,

COV H340, H350, H350i, H360, H360F: pour un flux supérieur à 10 g/h , valeur limite opposable de 2 mg/Nm³." Les émissions sur ces composés sont actuellement inconnues (mesures réalisées en janvier 2026, résultats non disponibles pour l'instant).

Enfin, il est rappelé qu'en novembre 2026, les concentrations maximales opposables seront abaissées de 110 mg/Nm³ à 20 mg/Nm³ de COVT.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il était en cours de consultation pour mettre en place des systèmes de traitements (oxydateur RTO) sur les deux émissaires mais que des contraintes financières rendaient ces modifications compliquées à envisager. L'inspection a

expliqué qu'une dérogation n'était pas possible pour l'émissaire principal mais qu'une justification de coûts disproportionnés était prévu par l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 sur les phases de finition (point 5.1.1.1, condition 2).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir à l'inspection: - son plan d'action décrivant le système de traitement des émissions canalisées de COV qu'il s'engage à mettre en place et le calendrier de réalisation associé. Ce calendrier sera justifié techniquement et sera associé à une évaluation de l'impact sanitaire associé, dans l'attente de sa mise en place. - les résultats des dernières mesures réalisées, comprenant le contrôle des COV spécifiques. S'il souhaite demander un assouplissement des valeurs opposables sur la partie finition, il devra transmettre un argumentaire respectant les dispositions de l'arrêté du 4 novembre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 5.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance produits
Prescription contrôlée : " L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier : - les fiches de données de sécurité à jour pour les substances et mélanges concernés présents sur le site [...] "
Constats : L'exploitant a présenté un inventaire mensuel des substances dangereuses stockées sur site. Cet état comporte les matières premières chimiques, avec leur nom commercial et leur poids. Un second état, réalisé de manière hebdomadaire, a été édité lors de la visite et donnait le nombre de contenants pour les catalyseurs et les pourcentages de remplissages pour les cuves de stockages. Lors de la visite sur site, il a été constaté la présence de cuves de stockage de produits dangereux, issus de la production, en contenants IBC. En effet, le process nécessite la réalisation de purge qui sont ensuite stockées à proximité de la ligne de production. Ces déchets, pouvant présenter des caractères de dangers, ne sont pas référencés dans l'état des stocks.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra <u>renforcer son état des stocks</u> afin de mieux identifier les quantités de produits stockés et les caractères de danger associés. L'état devra comprendre <u>les déchets chimiques présentant des caractères de danger particuliers</u> . Le lien entre cet état des stocks et le POI devra permettre d'identifier les zones de stockage associés aux types de produits en cas de crise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31,35,37-5
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits utilisés sur site. Seul le produit appelé CAT 1 ne faisait pas partie des fiches de données de sécurité (FDS) fournies préalablement à la visite.</p> <p>L'inspection a contrôlé les fiches de données de sécurité et les stockages des produits suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">- Polyol (4 cuves de 35 m³ chacune),- diisocyanate (4 cuves de 35 m³ chacune),- UKSFR14 Component B suspension en IBC (5 IBC dans une armoire),- Perfluoro 4 méthyl pent-2-ène, appelé PA1 (5 fûts de 200 litres),- Synthel PE 3015-K, appelé Pre-Laydown (5 IBC dans une armoire),- CAT 1 (1 IBC). <p>La FDS UKSFR14 Component B suspension présente des anomalies puisque le nom du fournisseur et le numéro d'urgence ne sont pas indiqués.</p> <p>Sur tous les stockages, l'exploitant appose une nouvelle étiquette interne reprenant les éléments d'étiquetage principaux. Post-inspection et après vérification de l'article 17 du règlement CLP (16/12/2008), il s'avère que l'étiquetage ne comporte pas les éléments attendus. En effet, la réglementation CLP prévoit qu'"Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs;b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage;c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18;d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19;e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20;f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21;g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22;h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25." <p>Ainsi, il manque par exemple sur l'étiquette du Pre-Laydown: le nom, l'adresse et le numéro du fournisseur, l'identificateur du produit (ce point est d'autant plus problématique que le nom d'usage utilisé chez BACACIER est différent de celui donné sur la fiche de données de sécurité), la mention d'avertissement "danger", les conseils de prudence. Enfin il est indiqué deux pictogrammes de danger tandis que la FDS n'en comporte qu'un seul.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra: <ul style="list-style-type: none"> - s'<u>assurer de disposer des FDS des produits utilisés sur site</u> (cf CAT1), - <u>laisser visible l'étiquette du fournisseur qui donne les informations conformément au règlement CLP</u>, lorsque les produits sont stockés dans leurs emballages d'origine, - assurer <u>une traçabilité entre les noms d'usage des produits utilisés</u> (exemple: pre-laydown, PA1, polyol blend, suspension...) <u>et les fiches de données de sécurité</u> afin que cela ne porte pas à confusion, en particulier en cas de crise sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dispositifs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 6.1.3
Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions
Prescription contrôlée : " 1. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Toutefois, pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C stockés dans des récipients non fusibles, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas de liquides stockés dans des récipients non fusibles, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans le cas de liquides combustibles ou de solides liquéfiables combustibles stockés dans des récipients fusibles, 100 % de la capacité des récipients ; [...] III. - Dispositions spécifiques aux réservoirs L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles Sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol au moins à la poussée d'Archimède. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et ainsi empêcher leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.[...] "
Constats : L'inspection a vérifié par sondage l'état des rétentions des stockages. La cuve de pentane étant enterrée, seul le système de détection de fuite dans l'enveloppe double peau a été visualisée. Les stockages en IBC et fûts sont réalisés sur des rétentions avec des volumes qui semblent respecter les obligations réglementaires listées ci-dessus. Le local de stockage en cuves (polyols et diisocyanate) dispose de deux zones distinctes servant de rétention pour chaque type de produit. L'exploitant a transmis la justification des volumes de rétention associés à ces stockages: 67 m ³ pour quatre cuves de 36.36 m ³ . En prenant en compte le taux de remplissage maximal des cuves de 90% (alarme de niveau très haut, coupant le

remplissage), le volume de rétention est correct. Cependant, afin de tracer cette hypothèse, l'exploitant devra considérer que ces cuves peuvent contenir au maximum 33 m ³ . De plus, lors de l'inspection, il n'a pas été indiqué que de contrôle particulier était réalisé concernant la surveillance dans le temps de l'état des rétentions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra <u>vérifier périodiquement le fonctionnement de son alarme de niveau très haut coupant le remplissage des cuves de polyols et diisocyanate à un volume maximal de 33 m³.</u> Il mettra en place une <u>surveillance à minima annuelle afin de garantir le bon état des rétentions dans le temps.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 6.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : " L'exploitant établit, au plus tard le 30 avril 2022, un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. Ce document définit, en particulier, l'organisation et les moyens matériels et humains mis en œuvre dès la détection d'un incident ou accident, notamment un début d'incendie en considérant, d'une part, les détections en période de présence de personnel sur le site et, d'autre part, en période sans de personnel sur le site. Ce document tient compte des éléments du plan de défense incendie qui doit être établi avant le 30 avril 2022. L'exploitant effectue périodiquement des exercices visant à tester son POI et son plan de défense incendie. Le premier exercice est effectué avant la fin de l'année 2022. Ensuite, la périodicité des exercices suivants est déterminée notamment selon les éléments issus des exercices précédents et elle d'au moins un exercice tous les 3 ans. "
Constats : L'exploitant a mis à jour son POI en prenant en compte les remarques de l'inspection suite à un exercice POI en 2024. Des formations réalisées avec le CNPP sont mises en œuvre tous les ans, sous la forme d'exercices pratiques. Le système de sécurité incendie (SSI) a également été renforcée (sirènes audibles sur tout le site, changements de blocs de secours, reports d'alarmes...). Certains points vont prochainement être ajoutés comme le report de l'alarme de fuite dans la double paroi du stockage de pentane. La salle de crise a été équipée de supports permettant de réaliser une main courante en cas de crise.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra poursuivre ses projets d'amélioration de la gestion de crise et transmettre au SDIS le POI mis à jour.
Type de suites proposées : Sans suite